



Programme des Nations Unies pour l'environnement

UNEP/BUR/28
Document de travail 3
15 février 1987

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Réunion du Bureau des Parties contractantes
à la Convention pour la protection de la
mer Méditerranée contre la pollution et aux
protocoles y relatifs

Istamboul, 25-26 mars 1987

RAPPORT D'ACTIVITE DU COORDONNATEUR

(septembre 1986 - février 1987)

PNUE

Athènes, 1987

Table des matières

I. Coordination

- A. Bureau des Parties contractantes
- B. Pays-hôte
- C. Convention et protocoles y relatifs
- D. Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée
- E. Missions du personnel
- F. Questions relatives au personnel
- G. Consultants
- H. Exposition du PAM
- I. Calendrier des réunions organisées dans le cadre du PAM
- J. Questions diverses

II. Programme à long terme de surveillance continue et de recherche en matière de pollution (MED POL - Phase II)

- A. Surveillance continue
- B. Programmes nationaux de surveillance continue
- C. Application du Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique
- D. Entretien et inter-étalonnage
- E. Recherche
- F. Assistance: formation et bourses

III. Centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures (ROCC)

IV. Planification intégrée du développement et gestion des ressources du Bassin méditerranéen

- A. Plan Bleu (PB)
- B. Programme d'actions prioritaires (PAP)
- C. Aires spécialement protégées (ASP)

Annexes

Annexe I Position des signatures et ratifications au 31 décembre 1986

Annexe II Etat des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée au 31 décembre 1986

Annexe III Calendrier des réunions organisées en 1986 et 1987, prévues au 31 janvier 1987

Février 1987

I. Coordination

A. Bureau des Parties contractantes

1. La deuxième réunion du Bureau des Parties contractantes en 1986 s'est tenue à Madrid (Espagne), le 11 septembre 1986. Tous les membres du Bureau étaient présents à l'exception de S.E. M. A. Boufettas, Ministre du Logement du Maroc, qui s'était fait excuser. Le Maroc était représenté par M. M. Malliti.
2. Le Secrétariat était représenté par M. A. Manos, Coordonnateur et M. I. Dharat, Fonctionnaire chargé du Programme.
3. La réunion a examiné les progrès accomplis quant au programme depuis la dernière réunion du Bureau. La partie principale des discussions a porté sur la requête présentée par la France en vue de réduire sa contribution au Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée. Le Secrétariat avait été prié de préparer une nouvelle formule en utilisant toute une série de paramètres (ligne côtière, population résidente, niveau et charge de pollution). Le président a offert son assistance pour les consultations avec la France en ce qui concerne sa position.
4. Au cours de la réunion, le Programme national de surveillance de la Syrie a été signé en présence des membres du Bureau.
5. Le président du Bureau a convoqué une conférence de presse et a été interviewé à la télévision. Lors de ces deux occasions, il a souligné l'importance du Plan d'action et de la Déclaration de Gênes en tant qu'instruments majeurs de coopération internationale qui ont besoin d'être plus amplement connus du grand public.
6. La prochaine réunion du Bureau aura lieu à Istamboul, Turquie, les 25 et 26 mars 1987.

B. Pays-hôte - Grèce

7. Suite aux élections municipales nationales (en octobre 1986), le Premier Ministre a procédé, le 30 octobre 1986, à un remaniement ministériel du Cabinet composé de 49 membres. M. E. Kouloumbis a retenu son poste de Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics.

C. Convention et protocoles y relatifs

8. En application des décisions de Gênes (septembre 1985) sur le Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution due à l'exploration et l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol, le Secrétariat a convoqué du 22 au 26 septembre une réunion d'experts. Des participants d'Italie, de la CEE, de l'ONUDI, de l'OJI, du E & P Forum ainsi qu'un consultant du PNUE ont pris part à la réunion. Un rapport technique a été publié et distribué à toutes les Parties contractantes à titre d'information et en vue de leurs commentaires.

9. La France, le 2 septembre 1986, et la Turquie, le 6 novembre 1986, ont ratifié le Protocole relatif aux aires spécialement protégées.

10. La position des signatures et ratifications de la Convention et des protocoles y relatifs au 31 janvier 1987 figure à l'annexe I du présent rapport.

D. Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée

11. L'état des contributions au 31 décembre 1986 figure à l'annexe II du présent rapport.

E. Missions du personnel

12. M. A. Manos a participé à une Réunion d'étude sur la proposition yougoslave d'une station de déballastage flottante à Rijeka, tenue à Bruxelles au siège de la CEE le 3 octobre. Des représentants de la CEE, de Yougoslavie, de l'OMI et du PNUE/PAP ont assisté à la réunion. Plusieurs problèmes d'ordre technique, juridique et économique ont été éclaircis. Les participants ont reconnu le rôle-clé que joue le PAM/PNUE pour promouvoir le concept de stations de déballastage en Méditerranée et ont exprimé leur gratitude. L'accord signé entre la CEE et la Yougoslavie stipule que la CEE aura à fournir 200.000 dollars E.U. pour compléter les 800.000 dollars E.U. offerts par la Yougoslavie. Lors de la réunion, la situation concernant les autres pays méditerranéens a été examinée.

13. Le Coordonnateur s'est rendu à Rome, Paris et Gênes entre le 14 et le 21 octobre. A Rome, en compagnie de M. R. Schmidt, il a rencontré des fonctionnaires italiens pour discuter de la question des Amis du PNUE en Italie et du besoin de coordonner les initiatives MED et EYE. S.E. le Ministre M. Zamberletti, Coordonnateur pour la Défense civile, a confirmé sa participation à la réunion du PAP sur les risques sismiques (Gênes, octobre 1986). A Paris, le Coordonnateur a rencontré le Directeur exécutif, M. M.K. Tolba, qui assistait à la réunion du Comité d'étude du PB. A Gênes, le Coordonnateur a fait une allocution lors de l'inauguration de la Journée de la Mer, organisée à l'occasion du Salon nautique national, en présence du nouveau Ministre de l'Environnement d'Italie, le 18 octobre. Il a mis l'accent sur la nature internationale de la protection de l'environnement marin, les engagements pris par l'Italie aux termes de la Convention de

Barcelone et les objectifs de la Déclaration de Gênes. Lors de son séjour à Gênes, M. A. Manos a pris part au Séminaire sur les zones sismiques, organisé par le PAP (16-18 octobre) et accueilli conjointement par les ministères italiens de la Défense civile et des Travaux publics, la Regione Liguria et la municipalité de Gênes.

14. M. A. Manos a pris part à la Quatrième réunion internationale "Mer et Territoire" qu'avait organisée à Agrigente, Italie, du 23 au 26 octobre, la Lega Navale Italiana, sous l'égide du Gouvernement régional de Sicile et avec l'aide du PAM. La thème de cette année était "Protection du milieu marin: aspects concernant les responsabilités et les assurances". La table ronde organisée pour conclure la réunion était présidée par le Coordonnateur du PAM. Une motion invitant les pays méditerranéens à une plus grande coopération dans le cadre du PNUE a été adoptée.

15. Le Coordonnateur a été invité à prendre la parole lors du "Symposium sur la coopération marine en Méditerranée", qui s'est tenu à Tunis du 25 au 29 novembre. L'Association des Etudes internationales (dont S.E. l'Ambassadeur Rachid Driss est le Président) a organisé la réunion. L'Unité pour la Méditerranée avait financé la préparation d'un document de base sur "La coopération Sud-Sud en Méditerranée". Elle a également financé la participation de cinq représentants de l'Algérie, de Chypre, d'Egypte, de Grèce, et du Maroc. Le Symposium a couvert un vaste nombre de sujets. La Troisième Déclaration de Tunis y a été adoptée. Au cours de son séjour en Tunisie, le Coordonnateur a pris part à une Table ronde sur la Méditerranée, organisée par la Télévision tunisienne.

16. M. A. Manos a assisté à une Réunion d'évaluation du programme pour la Méditerranée que le Directeur exécutif avait convoqué à Genève le 15 décembre, avec la présence de M. S. Keckes et de M. L. Jeftic. L'évaluation a été faite sur la base d'un rapport préparé par l'Unité MED. Elle a donné naissance à une série de décisions concernant le suivi à donner quant au fond et à l'administration du programme.

17. Le Coordonnateur a assisté à une Réunion du Conseil international des monuments et sites, à Paris, les 16 et 17 décembre. M. M. Parent, Président, ICOMOS, M. S. Antoine, Ministère de l'Environnement (France), Mme Lapeyre, ICOMOS et un consultant auprès d'ICOMOS étaient présents. Le texte des critères préparés par ICOMOS sur la base d'un accord avec le PNUE/PAM a été examiné. Une version révisée devrait être préparée afin de la distribuer aux Parties contractantes en tant que document de travail lors de la réunion d'Athènes (septembre 1987).

18. M. A. Manos a assisté aux deux premières réunions du Groupe de rédaction du Plan Bleu, tenues à Sophia Antipolis, les 18 et 19 décembre 1986 et les 19 et 20 février 1987 (cf. PB).

19. M. L. Jeftic s'est rendu en Libye dans le cadre d'une mission PNUE/OMI du 22 au 25 septembre en vue de préparer le cadre d'un plan global de protection de l'environnement des côtes libyennes. Le cadre d'un plan d'urgence en cas de pollution accidentelle par des hydrocarbures a été préparé. Il sera présenté aux autorités appropriées, puis envoyé à l'Unité pour la Méditerranée. Au cours de sa visite, M. Jeftic a discuté de diverses activités ayant trait au PAM avec des fonctionnaires libyens et s'est rendu dans des laboratoires et centres de recherche sur l'environnement de Libye. Il a aussi inspecté quelques plages de la région de Tripoli.

20. M. L. Jeftic a participé aux VIIIèmes Journées d'étude CIESM/COI/PNUE sur la pollution méditerranéenne de même qu'à la session du Comité sur le plancton et les vertébrés marins, réunions toutes deux convoquées à Palma de Majorque (Espagne) du 20 au 24 octobre. Au cours de son séjour en Espagne, il a rencontré à Madrid le Coordonnateur pour le MED POL de l'Espagne. Plusieurs décisions ont été prises concernant le programme national de surveillance continue de l'Espagne ainsi que sur d'autres activités d'intérêt réciproque.

21. M. L. Jeftic a assisté au nom du PNUE à la XXIVème réunion du GESAMP tenue à Moscou du 25 au 29 novembre 1986 ainsi qu'à la XXVIème réunion tenue à Londres du 19 au 23 janvier 1987.

22. M. I. Dharat, Fonctionnaire chargé du Programme, a participé à la réunion du Bureau des Parties contractantes en tant que membre du Secrétariat, à Madrid, le 11 septembre.

23. M. I. Dharat a assisté aux réunions du Comité d'orientation du Plan Bleu, à Sophia Antipolis les 21 et 22 octobre 1986 et au Caire les 9 et 10 mars 1987 (cf. PB).

24. M. L. Saliba s'est rendu deux fois à l'OMS/EURO, à Copenhague, du 29 septembre au 3 octobre et du 27 au 31 octobre. Il a été procédé à un examen d'ensemble et une évaluation du Programme MED.

25. M. L. Saliba a pris part à la Réunion d'experts sur le manuel relatif au développement des ressources en eau dans les petites îles, à Split, du 3 au 5 novembre.

26. M. L. Saliba a assisté à la rencontre du Coordonnateur national pour le MED POL et des chercheurs principaux d'Italie, à Rome, les 5 et 6 décembre.

27. M. L. Saliba a participé à la réunion OMS/EURO - PAP/CAR du Groupe de travail sur les problèmes d'eau et d'hygiène dans les grandes îles de la Méditerranée, A Malte, du 9 au 12 décembre.

28. M. G. Gabrielides, Fonctionnaire des pêches (hors-classe) FAO, s'est rendu à Monaco (Laboratoire AIEA/LIRM) et Rome, du 5 au 15 octobre pour discuter avec le fonctionnaire responsable des activités du MED POL, assister à la réunion du CGPM, et avoir des discussions au siège de l'Organisation.

A Monaco du 5 au 10 octobre, les discussions ont porté sur les méthodes de référence en cours de préparation dont la FAO est responsable du point de vue technique ainsi que sur l'organisation de la réunion prévue AIEA/FAO/COI/PNUE sur la détermination du mercure, du plomb et du cadmium dans les organismes et sédiments marins.

A Rome le 9 octobre, il a informé le Conseil général des pêches pour la Méditerranée des activités du MED POL dont la FAO est responsable sur le plan technique. Le Conseil a fait preuve d'un intérêt particulier pour la recherche concernant les dangers pour la santé du mercure dûs à la consommation de poisson.

Alors qu'il se trouvait à Rome, M. Gabrielides a examiné au siège de la FAO tout le programme MED POL y compris les questions d'ordre budgétaire avec les fonctionnaires.

29. M. G. Gabrielides a assisté à Palma de Majorque au 30ème Congrès ainsi qu'à l'Assemblée plénière du CIESM (Conseil international de l'exploration scientifique de la Méditerranée) du 19 au 24 octobre, congrès auquel a assisté un grand nombre de chercheurs méditerranéens. Au cours de la réunion, divers contacts ont été établis avec des participants du MED POL pour éclaircir et résoudre avec eux de nombreuses questions demeurées en suspens.

30. M. G. Gabrielides a assisté aux Journées d'étude AIEA/FAO/PNUE sur la détermination du mercure, du plomb et du cadmium dans les tissus biologiques et sédiments marins qui étaient organisées dans le cadre des activités du MED POL et accueillies par le LIRM/AIEA à Monaco du 3 au 5 novembre. Quatorze participants d'institutions méditerranéennes qui avaient auparavant pris part à l'exercice d'inter-étalonnage ont assisté à la réunion. Les Journées d'étude ont recommandé certaines modifications sur quelques méthodes de référence et la préparation de nouvelles méthodes de référence pour les sédiments, en utilisant une méthode d'extraction simplifiée.

31. M. F.S. Civili, Spécialiste en sciences marines, a participé aux VIIIème Journées CIESM/COI/PNUE sur la pollution méditerranéenne de même qu'à la session du Comité sur le plancton et les vertébrés marins, qui présente de l'importance pour les programmes relatifs aux méduses et aux tortues de mer, toutes deux réunies à Palma de Majorque du 20 au 26 octobre. Les journées d'études auxquelles ont pris part trente et un participants avaient bénéficié d'un prêt du PNUE.

Au cours des travaux du Comité sur le plancton, une session spéciale a été réservée aux méduses. A l'unanimité, le PNUE a été prié de continuer à offrir son appui à ce programme.

Au cours des travaux du Comité sur les vertébrés marins, une session spéciale a été réservée au problème de la protection des tortues de mer de la Méditerranée. La réunion a demandé à l'Unité MED de rassembler des informations auprès des Parties contractantes sur la présence de plages de couvaison, sur les experts et chercheurs nationaux dans ce domaine et sur les initiatives locales éventuelles visant à protéger les tortues de mer de la Méditerranée.

32. M. F.S. Civili a assisté à la Troisième réunion d'experts juridiques sur la Commission italo-yougoslave pour l'Adriatique, réunie à Trieste les 28 et 29 novembre. La réunion avait pour but de comparer les différentes démarches suivies par les divers programmes et commissions de niveau régional. Il a procédé à une description des activités et a résumé l'approche et les réalisations principales du Programme de mers régionales du PNUE. En général, la réunion a pensé que la coopération entre la Commission et le PAM ne pourrait être que très bénéfique pour les deux parties.

33. M. F.S. Civili s'est rendu en Syrie du 13 au 19 décembre afin d'évaluer les capacités ainsi que les besoins du pays dans le cadre de sa participation au MED POL. Le Coordonnateur national pour le MED POL, M. le Professeur K. Kharouf, le Ministre d'Etat chargé de l'Environnement, M. Al-Munajid et M. R. Nahhas, Responsable scientifique de la surveillance continue, ont été contactés et toutes les institutions participant au programme MED POL visitées.

F. Questions relatives au personnel

34. Les procédures de sélection pour les postes de spécialiste en traitement de données et fonctionnaire administratif ont été achevées. Il est prévu que ces deux fonctionnaires occupent leur poste à dater de mars 1987.

35. Mlle. V. Papapanagiotou (Grèce) a été nommée secrétaire pour la FAO (G-3) à dater du 20 octobre 1986.

36. Mlle. K. Lepentis (Grèce) a été nommée assistante en traitement des données (G-3) à dater du 24 novembre 1986.

G. Consultants

37. M. J. McLoughlin (Royaume-Uni) a servi de consultant auprès de l'Unité de coordination pendant deux semaines, du 22 septembre au 3 octobre 1986, afin d'aider le Secrétariat à préparer le document technique sur la pollution de la mer Méditerranée due à l'exploration et à l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol.

38. Le contrat de M. Y. Raz, Consultant pour la section informatique de l'Unité MED a été renouvelé jusqu'au 20 mars 1987.

39. L'Unité MED a financé les services de consultation de M. Alain Piquemal, qui s'est rendu au Maroc du 23 novembre au 1er décembre pour assister la Commission ministérielle dans la mise en oeuvre du manuel III du code maritime marocain.

H. Exposition PAM

40. Jusqu'à présent, l'exposition du PAM a été présentée en Grèce, à Chypre, en Algérie; elle est prévue pour Nairobi, le Maroc et Malte.

I. Calendrier des réunions organisées dans le cadre du PAM

41. Le calendrier des réunions qui seront organisées dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée en 1987 à dater du 31 janvier 1987 figure à l'annexe III du présent rapport.

G. Questions diverses

42. Le numéro 6 du MEDWAVES (Bulletin d'information de l'Unité de coordination) (juillet-septembre 1986) est paru en français et en anglais et a été distribué.

43. La Brochure sur le Plan d'action pour la Méditerranée a été publiée et distribuée en anglais, français, arabe, grec, italien, serbo-croate, espagnol et turc.

44. Une affiche du PAM (avec la tortue), des petits auto-collants ("Save our Seas" ont été imprimés et distribués.

45. La couverture de presse sur le PAM en 1986 a compris le (London) Times, le New York Times, des journaux et magazines de Grèce, Italie, Espagne, RFA, Liban, Norvège, Australie, Inde et Sri Lanka.

46. HALWAG et le PNUE ont publié une carte de la Méditerranée avec des textes décrivant le Plan d'action pour la Méditerranée en quatre langues (arabe, anglais, français et espagnol) qui a été distribuée aux Parties contractantes. A cause de certaines objections, la distribution de la carte sur la Méditerranée a été interrompue.

II. Programme à long terme de surveillance continue et de recherche en matière de pollution (MED POL - Phase II)

A. Surveillance continue

47. Les contacts étroits avec les coordonnateurs nationaux pour le MED POL se sont poursuivis par l'échange de correspondance et par des visites. Il en est résulté que les accords nationaux de surveillance continue avec l'Egypte, la Libye et la Syrie ont été signés. Parmi les pays qui n'ont pas signé d'accord de surveillance continue, la France et l'Italie ont soumis des rapports de données (1983-1985). La France a soumis un projet de programme de

surveillance continue. Le programme national de surveillance continue de l'Espagne est en cours de préparation et devrait être soumis avant la fin de l'année 1986. La Grèce et la Turquie ont informé l'Unité de coordination qu'elles soumettraient leur programme sous peu.

Par échange de correspondance ainsi qu'au cours de missions dans les divers pays, des contacts étroits ont été maintenus avec les instituts et les chercheurs participant au Programme MED POL.

48. Suite aux accords passés par chaque pays en matière de surveillance continue et contrats de recherche, du matériel consommable et non-consommable a été fourni à chacun. Au cours de 1986, Chypre, l'Egypte, la Libye, Malte, la Syrie et la Yougoslavie ont reçus ou recevront dans un proche avenir du matériel et de l'équipement. L'achat d'équipement pour le Maroc et l'Algérie a été retardé puisque jusqu'au début décembre aucun détail sur les équipements nécessaires n'avait été envoyé; l'achat a été effectué en janvier 1987, ce qui a demandé un report des frais appropriés. Le Liban et Israël ont reçu des contributions en espèces pour la mise en oeuvre de leur programme de surveillance continue.

49. Afin d'utiliser pleinement les données sur la pollution rassemblées par le MED POL et d'autres sources, la base matérielle et logicielle du système de traitement des données du PAM a été améliorée par l'achat de matériel (PC-AT compatible IBM) et de logiciel (D. BASE III plus, SPSS, PASCAL, etc.). L'arriéré des données de surveillance est actuellement introduit. En utilisant la base de données existantes, des évaluations sur l'état de la pollution en mer Méditerranée par les hydrocarbures du pétrole de même que par le cadmium, le cuivre, le zinc et le plomb ont été préparées. Pour l'instant, des évaluations sont en cours de préparation pour le cadmium et le mercure, conformément aux dispositions du Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique.

50. Une réunion consultative sur les effets du méthylmercure sur la santé a été organisée conjointement par l'OMS, la FAO et le PNUE, à Athènes du 15 au 19 septembre 1986, à laquelle ont participé 23 consultants temporaires de 7 pays méditerranéens, un consultant d'un pays non-méditerranéen, un représentant de la FAO, un de la COI et un de l'AIEA, 2 représentants du PNUE et 4 de l'OMS.

La réunion:

- a examiné les résultats des études menées par les institutions participantes, dans le cadre de la phase I du projet;
- a examiné et révisé le projet de Protocole relatif aux études épidémiologiques et cliniques sur les effets du méthylmercure sur la santé;
- a examiné les arrangements d'ordre institutionnel pour la phase II du projet ainsi que l'extension de la phase I à d'autres domaines;
- a approuvé la présentation de rapports mis à jour au début de 1987 pour permettre la formulation de recommandations appropriées sur les révisions nécessaires des critères provisoires de qualité du milieu relatifs au mercure adoptés par la Quatrième réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et aux protocoles y relatifs (Gênes, 9-13 septembre 1985).

51. Une petite réunion consultative a eu lieu (Athènes, 8-9 janvier 1987) pour comparer les expériences du MED POL à d'autres programmes de surveillance continue de grande envergure.

52. La XXème réunion du Comité consultatif inter-agences sur le MED POL a été organisée à Athènes du 12 au 16 janvier 1987, avec des représentants du PNUE, de l'OMS, la FAO, la COI/UNESCO, l'OMM et l'AIEA. La coopération en cours a été examinée et des propositions ont été faites sur les activités pour la période biennale 1988-1989.

B. Programmes nationaux de surveillance continue

53. L'état des programmes nationaux de surveillance continue au 31 janvier 1987 est le suivant:

- Signés par le Coordonnateur national et la PNUE	10	Algérie, Chypre, Egypte, Israël, Liban, Libye, Malte, Maroc, Syrie, Yougoslavie
- En cours d'examen	7	France, Espagne, Grèce, Italie, Monaco, Tunisie, Turquie

(La France et l'Italie ont soumis des données pour 1983-1985)

Traitement et contrôle de la qualité des données du MED POL

54. L'évaluation des données de surveillance continue de la phase II du MED POL, concernant (a) les sources de pollution et (b) les paramètres biologiques et relatifs des eaux côtières a été poursuivie.

C. Application du Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique

55. La préparation de l'étude sur les sources telluriques et quantités de polluants pénétrant en mer Méditerranée (MED POL X bis) a débuté, mais a été retardée à cause de la préparation du questionnaire et d'un changement dans le mécanisme de mise en oeuvre de l'étude qu'avait requis le Groupe de travail de la coopération scientifique et technique pour le MED POL (Athènes, 16-20 juin 1986).

56. En décembre 1986, le Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique avait été ratifié par l'Algérie, l'Egypte, l'Espagne, l'Italie, Monaco, la Tunisie, la Turquie et la CEE.

D. Entretien et inter-étalonnage

57. Le rapport du Cinquième exercice d'inter-étalonnage et de la réunion consultative sur les méthodes microbiologiques de surveillance continue de la qualité des eaux côtières, réunis à Marseille du 18 au 23 novembre 1985, a été publié en version française et en version anglaise.

58. Par l'intermédiaire du laboratoire AIEA de Monaco, les instruments MED POL à Chypre, en Algérie, Tunisie, au Liban, à Malte et en Yougoslavie ont fait l'objet d'un service.

E. Recherche

59. Suite à un rappel envoyé à tous les coordonnateurs nationaux afin qu'ils présentent les propositions de recherche pour 1986, quatre-vingt douze propositions ont été reçues. Selon leur sujet, elles ont été distribuées aux institutions coopérantes qui les analyseront.

60. Le lien entre les composantes recherche et surveillance continue est renforcé par la publication des rapports finaux des programmes de recherche (Série des rapports techniques du PAM, annexe VII) et en orientant les projets de recherche sur le calendrier de mise en oeuvre du Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique.

61. Une réunion consultative sur les effets du méthylmercure sur la santé en Méditerranée a été tenue à Athènes du 15 au 19 septembre 1986 afin d'examiner les progrès accomplis dans le cadre de ce projet. Une petite réunion des chercheurs principaux de l'activité F (processus océanographiques) a eu lieu à Nicosie, 13-18 novembre 1986, afin d'examiner les projets en cours.

F. Assistance: formation et courses

62. Sur la demande de coordonnateurs nationaux, l'Unité a financé la participation de vingt-un chercheurs à des réunions et séminaires présentant un intérêt pour le programme MED POL en 1986. Trente et un participants ont bénéficié de ce patronnage pour participer aux VIIème Journées d'étude CIESM/COI/PNUE sur la pollution de la Méditerranée (Palma de Majorque, 20-22 octobre).

63. L'Unité de coordination a financé la participation de deux représentants d'Algérie et de Chypre au Cours de formation sur la pollution par les hydrocarbures, organisé à Copenhague du 8 septembre au 30 octobre, organisé par l'OMI et DANIDA (Danemark).

64. L'Unité MED a financé la participation d'un expert d'Espagne pour prendre part à un Séminaire sur l'application de la directive de la CEE sur les eaux de baignade, Montpellier, 12-15 octobre.

65. L'Unité MED a financé la participation de neuf représentants d'Algérie (2), du Liban (2), Malte, Yougoslavie (4) pour le Cours de formation sur la surveillance continue et la gestion des côtes, tenu à Alexandrie du 16 novembre au 7 décembre.

66. L'Unité MED a financé la participation de sept participants d'Algérie, Egypte, France, Israël, Turquie, Yougoslavie et du PAP/CAR, pour le Cours de formation sur l'énergie solaire, tenu à Almería (Espagne), du 17 au 28 novembre.

67. L'Unité MED a financé la participation de cinq représentants d'Algérie, Chypre, Grèce, Egypte et du Maroc au Symposium sur la coopération marine en mer Méditerranée, tenu à Tunis du 26 au 28 novembre. L'Unité a également financé un document de base sur "La coopération Sud-Sud en Méditerranée".

68. En réponse à une décision prise par les Parties contractantes à la réunion de Gênes (septembre 1985), l'Unité MED a organisé un Cours de formation de groupe sur les activités du PAM. Ce cours s'est déroulé dans les locaux de l'Unité du 27 octobre au 6 novembre. Dix participants provenant de Parties contractantes et du PAP/CAR ont pris part au cours (Egypte, Espagne (2), Israël, Italie, Malte, Syrie, Tunisie et Yougoslavie). Au cours de la première semaine le personnel de MEDU a informé les participants sur les quatre composantes du PAM. Pendant la deuxième semaine, les participants ont été groupés en deux équipes pour aborder de façon complète deux sujets: la formation et la Semaine méditerranéenne de l'environnement, ainsi que pour mettre une touche finale aux profils des pays.

III. Centre régional de lutte contre la pollution par les hydrocarbures (ROCC)

69. Etat des plans d'urgence nationaux:

Pays possédant des plans d'urgence nationaux: Espagne, Grèce, Israël, Italie, Turquie, Monaco

Pays dont les plans d'urgence sont actuellement négociés: Algérie, Chypre, Egypte, Libye, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie et Yougoslavie.

70. La réunion d'évaluation du ROCC a eu lieu à Malte du 23 au 27 février 1987. Le Coordonnateur présentera un rapport oral à ce sujet.

71. Les numéros 17 et 18 de ROCC Info., le bulletin du Centre, ont paru; à leur sommaire, les nouvelles du ROCC, des informations sur MEDIPOL 86, la Journée maritime mondiale en 1986, un lexique de terminologie anti-pollution marine, les cas de contamination des tortues de mer par les hydrocarbures ainsi que des informations sur les cours de formation et les conférences à venir.

IV. Planification intégrée du développement et gestion des ressources du bassin méditerranéen

A. Plan Bleu (PB)

72. Au cours de la rencontre avec M. M.K. Tolba (Paris, 17 octobre), le programme et le calendrier prévu pour parvenir à compléter la seconde phase du Plan Bleu ont été examinés et approuvés.

73. La réunion du Comité d'orientation pour le Plan Bleu avait été convoquée à Sophia Antipolis les 21 et 22 octobre. La réunion a examiné les progrès accomplis en ce qui concerne les scénarios nationaux, l'action envisagée pour assurer que la seconde phase du PB parvienne à son terme et les propositions pour la présentation de cette phase. Elle a décidé de convoquer une réunion des Structures focales nationales à Sophia Antipolis du 20 au 22 juillet et de tenir sa prochaine réunion au Caire les 10 et 11 mars.

74. Un groupe de rédaction composé de six membres (M. Abdelrahman, Antoine, Batisse, Grenon, Lesourne, Manos) s'est réuni à Sophia Antipolis les 18 et 19 décembre. Il a été convenu de la méthode de présentation, de l'utilisation à faire des études sectorielles et des informations statistiques rassemblées de même que de la structure, de la teneur, de la longueur et du calendrier du rapport principal du Plan Bleu.

Le calendrier suivant a été adopté:

1 ^{er} janv. - 19 févr. 1987	Rédaction par M. Grenon
19-20 févr. 1987	Réunion du Groupe de rédaction à Sophia Antipolis
21 févr. - 2 avril 1987	Suite de la rédaction
10 - 11 mars 1987	Le Caire - Une première ébauche du rapport et du calendrier est présentée au Comité d'orientation
3-4 avril 1987	Réunion du Comité de rédaction à Sophia Antipolis
15 avril 1987	Premier projet terminé en français
15 avril - 15 mai 1987	Rédaction du résumé exécutif
15 mai 1987	Présentation du texte français en version anglaise
15 mai - 30 juin 1987	Rapport traduit en arabe et en espagnol pour la réunion des Parties contractantes
1 ^{er} juillet 1987	Envoi du rapport aux Structures focales nationales
20-22 juillet 1987	Réunion des Structures focales nationales à Sophia Antipolis
23-31 juillet 1987	Amendements au rapport avec les commentaires des Structures focales nationales
1 ^{er} août 1987	Envi du rapport aux Parties contractantes

Il a été convenue que le matériel provenant des scénarios nationaux en cours de préparation serait inséré comme il convient dans le rapport au cours de la phase de rédaction.

Il a été demandé que le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée accorde des fonds supplémentaires pour la publication de documents séparés (fascicules) en vue de traiter en profondeur chaque composante (agriculture, urbanisation, tourisme, etc.) pour laquelle une documentation importante a été collectée. Dépendant des fonds non dépensés dans d'autres chapitres en 1986, le Bureau devra approuver cette attribution supplémentaire pour l'exercice Plan Bleu. La seconde réunion de Groupe de rédaction s'est tenue comme prévu les 19 et 20 février. Le Coordonnateur présentera un rapport oral.

B. Programme d'actions prioritaires (PAP)

75. Le PAP/CAR et l'OMS/EURO ont conjointement organisé un séminaire sur les pratiques de gestion des ressources en eau dans les petites îles de la Méditerranée qui a été tenu à Palma de Majorque (Espagne) du 24 au 26 septembre. Les représentants officiels de douze pays ont pris part à la réunion ainsi que les représentants de l'UNESCO, de l'ACASAD (Damas) et de l'IME (France). Quatorze exposés techniques, y compris cinq rapports de missions dans divers pays, ont été présentés et examinés.

76. Le Directeur du PAP/CAR, le Coordonnateur du PAM et son personnel se sont rencontrés les 16 et 17 septembre pour une réunion consultative en vue d'examiner les progrès accomplis et les questions d'ordre budgétaires intéressant le PAP/CAR.

77. Un Séminaire sur les zones sismiques a été organisé à Gênes du 16 au 18 octobre. Le séminaire était conjointement invité par le Ministère de la Défense civile d'Italie, le Ministère des Travaux publics, la Regione Liguria et la Ville de Gênes. Le séminaire a formulé des recommandations sur la réduction des risques sismiques dans la région méditerranéenne et a examiné et approuvé une proposition de projet de coopération méditerranéenne sur la réduction des risques sismiques; il a remercié l'Italie de s'être proposé à accueillir le projet.

78. Une Réunion d'experts sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement a été tenue à Split les 17 et 18 novembre. La réunion a discuté, examiné, amendé et adopté deux documents de base:

- Le processus d'évaluation de l'impact sur l'environnement dans les pays méditerranéens (2^{ème} version);
- Propositions de procédures et de lignes directrices pour les pays méditerranéens.

La réunion a examiné et amendé le cadre des études de cas sélectionnées.

80. Un Groupe de travail, convoqué conjointement par le PAP/CAR et l'OMS, sur l'eau et l'hygiène sur les grandes îles et dans les zones littorales isolées de la Méditerranée, s'est réuni à Malte du 9 au 12 décembre. Des

participants d'Algérie, Chypre, Egypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Libye, Malte, Portugal, Syrie, Tunisie, Turquie, Yougoslavie ainsi que des représentants de l'UNESCO et de l'OMI, ont pris part aux travaux. Seize documents sur les aspects techniques et sanitaires ont été étudiés. Un manuel, des conclusions et recommandations ont été formulés.

80. Une Réunion d'experts sur les rapports entre la côte et l'arrière-pays s'est tenue à Split du 16 au 18 décembre.

81. Sur une suggestion du Secrétariat et après consultation auprès du Directeur de PAP/CAR, le Bureau des Parties contractantes a approuvé la proposition du Secrétariat de convoquer une réunion séparée des Structures focales nationales du PAP à Split du 25 au 27 mars 1987. Pour des raisons d'organisation, les nouvelles dates de la réunion sont 23-25 juin 1987.

82. Les No. 2, vol. 5 (avril-juin 1986) et No. 3, vol. 5 (juillet -septembre 1986) du Bulletin du PAP ont été distribués en arabe, anglais et français.

C. Aires spécialement protégées (ASP)

83. L'envoi d'une mission conjointe PNUE/PAM prévu pour fin septembre a été annulé par suite de circonstances fortuites du côté de la Tunisie. La mission avait pour but d'examiner avec le Directeur et le personnel du Centre les progrès accomplis et les problèmes soulevés ainsi que de vérifier les arrangements pour l'inauguration officielle du Centre.

84. Le CAR/ASP en coopération avec l'UICN a préparé les projets suivants:

- Annuaire des aires marines et côtières protégées de la région méditerranéenne;
- Aires marines et côtières de la Méditerranée: lignes directrices et critères relatifs à la sélection, l'établissement et la gestion d'aires spécialement protégées;
- Etudes de cas utilisant les projets de lignes directrices (TUNIS - Parc national de SEMBRA).

85. Ces documents ont été examinés au cours d'une Réunion consultative MEDU/UICN/OCA/PAC, tenue à Athènes les 12 et 13 novembre 1986.

86. M. Manos s'est rendu au ASP/CAR du 25 au 29 novembre (alors qu'il participait au Symposium sur la coopération en Méditerranée, organisé à Tunis). Le Coordonnateur a rencontré à plusieurs reprises le Directeur et le personnel du Centre d'activités régional du PAM pour les aires spécialement protégées. Diverses questions d'ordre administratif, juridique ou de fond ont été discutées. D'autres rencontres ont eu lieu avec les représentants en Tunisie du PNUD et du PNUE.

87. Le 27 novembre, le Coordonnateur a eu un entretien avec M. Zakaria Ben Mustafa, Ministre des Affaires culturelles, qui a été intéressé d'apprendre que le Centre ASP abordera également la question des sites archéologiques sous-marins, préoccupation de son ministère.

88. Le 28 novembre, le Coordonnateur a rencontré le Vice-Directeur du Département de la Coopération (Ministère des Affaires étrangères). La discussion a été centrée sur la contribution de la Tunisie au PAM, le Centre ASP et la note du Directeur exécutif adressée au Ministère des Affaires étrangères de Tunisie concernant l'incident survenu au cours de la visite d'un membre du personnel du PNUE.

89. En ce qui concerne la ratification du Protocole relatif aux aires spécialement protégées, au 31 décembre sept Parties contractantes l'avait ratifié. Conformément à l'article 18(6), le Protocole entrera en vigueur le trentième jour à compter du dépôt d'au moins six instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation du Protocole ou d'adhésion à celui-ci. Ainsi, attendant que le Gouvernement d'Espagne, qui assume les fonctions de dépositaire, fasse une communication officielle, il sera prochainement annoncé que le Protocole entre en vigueur.

90. L'inauguration officielle du Centre ASP à Tunis a eu lieu le 13 février 1987.

91. La Première réunion des Structures focales nationales pour les ASP se tiendra à Athènes du 1er au 4 juin 1987.

ANNEX I

POSITION AU 31 DECEMBRE 1986

DES SIGNATURES ET RATIFICATIONS DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DE LA MER MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION ET DES PROTOCOLES Y RELATIFS

Convention 1/			Opérations d'immersion 2/			Situation critique 3/			Pollution d'origine tellurique 4/			Aires spécialement protégées 5/		
Signature	Ratification	Signature	Ratification	Signature	Ratification	Signature	Ratification	Signature	Signature	Ratification	Signature	Signature	Ratification	Ratification
Albanie	--	--	16 fév 81/AD	--	--	16 mars 81/AD	--	--	--	2 mai 83/AD	--	--	16 mai 85/AD	--
Algérie	16 fév 76	19 nov 79	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 mars 81/AD	17 mai 80	--	--	--	--	--	--
Chypre	16 fév 76	24 août 78/AP	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	24 août 78/AP	--	--	--	--	--	--	--
Egypte	16 fév 76	11 mars 78/AP-R	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	11 mars 78/AP-R	17 mai 80	18 mai 83/AD	16 fév 83	16 fév 83	8 juil 83	8 juil 83	83
France	16 fév 76	17 déc 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	17 déc 76	17 mai 80	13 juil 82/AP-R	3 avr 82	3 avr 82	2 sept 86/AP-R	2 sept 86/AP-R	86/AP-R
Espagne	16 fév 76	3 janv 79	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	3 janv 79	17 mai 80	6 juin 84	3 avr 82	3 avr 82	--	--	--
Grèce	16 fév 76	3 mars 78	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	3 mars 78	17 mai 80	--	3 avr 82	3 avr 82	--	--	--
Israël	16 fév 76	3 fév 79	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	3 fév 79	17 mai 80	--	3 avr 82	3 avr 82	--	--	--
Italie	16 fév 76	8 nov 77/AD	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	8 nov 77/AD	17 mai 80	4 juil 85	3 avr 82	3 avr 82	4 juil 85	4 juil 85	85
Liban	31 janv 77	31 janv 79	31 janv 77	31 janv 77	31 janv 77	31 janv 77	31 janv 79	17 mai 80	--	--	--	--	--	--
Libye	16 fév 76	30 déc 77	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	30 déc 77	17 mai 80	--	3 avr 82	3 avr 82	--	--	--
Malte	16 fév 76	15 janv 80	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	15 janv 80	17 mai 80	--	2 avr 83	2 avr 83	--	--	--
Maroc	16 fév 76	20 sept 77	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	20 sept 77	17 mai 80	12 janv 83	3 avr 82	3 avr 82	--	--	--
Monaco	--	26 déc 78/AD-R	--	--	--	--	26 déc 78/AD	--	--	--	--	--	--	--
Syrie	25 mai 76	30 juil 77	25 mai 76	25 mai 76	25 mai 76	25 mai 76	30 juil 77	17 mai 80	29 oct 81	3 avr 82	3 avr 82	26 mai 83/R	26 mai 83/R	83/R
Tunisie	16 fév 76	6 avr 81	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	16 fév 76	6 avr 81	--	21 fév 83/AD	--	--	--	--	--
Turquie	15 sept 76	13 janv 78	15 sept 76	15 sept 76	15 sept 76	15 sept 76	13 janv 78	--	--	30 mars 83	30 mars 83	21 fév 86	21 fév 86	86
Yougoslavie	13 sept 76	16 mars 78/AP	13 sept 76	13 sept 76	13 sept 76	13 sept 76	16 mars 78/AP	17 mai 80	7 oct 83/AP	30 mars 83	30 mars 83	30 juin 84/AP	30 juin 84/AP	84/AP
CEE	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

- Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution
 - Adoptée (Barcelone): 16 février 1976
 - Entrée en vigueur: 12 février 1978
- Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs
 - Adoptée (Barcelone): 16 février 1976
 - Entrée en vigueur: 12 février 1978
- Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique
 - Adoptée (Barcelone): 16 février 1976
 - Entrée en vigueur: 12 février 1978
- Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique
 - Adoptée (Athènes): 17 mai 1980
 - Entrée en vigueur: 17 juin 1983
- Protocole relatif aux aires spécialement protégées de la mer Méditerranée
 - Adoptée (Genève): 3 avril 1982
 - Entrée en vigueur: ---

Adhésion	-	AD
Approbation	-	AP
Réserve	-	R

ANNEX II

Regional Trust Fund for the Protection of the Mediterranean Sea Against Pollution Status of Contributions as at 31 December 1986 (in United States Dollars)

COUNTRIES	Unpaid pledges as at 31 Dec. 1985	Pledges for 1986	Collections during 1986 for prior years	Collections in 1986 for 1986	Unpaid pledges for 1986 and prior years
Algeria	26,190	25,880	-	-	57,070
Cyprus	-	2,273	108	2,165	-
Egypt	14,407	15,127	14,407	-	15,177
France	(55,985)	1,178,472	-	1,122,487	-
Greece	72,384	76,234	72,384	-	76,234
Israel	45,799	53,341	28,660	-	70,480
Italy	190,432	722,149	-	-	912,581
Lebanon	8,605	6,384	3,386	-	11,603
Libyan Arab Jamahiriya	1,214	49,637	-	-	50,851
Malta	-	2,273	-	1,885	388
Monaco	388	2,273	388	2,273	-
Morocco	19,029	10,842	-	-	29,871
Spain	(15,905)	352,779	-	336,874	-
Syrian Arab Republic	4,093	6,582	-	-	10,675
Tunisia	8,634	6,582	-	-	15,216
Turkey	3,780	64,638	3,780	13.55	64,624.45
Yugoslavia	90,734	90,694	82,470	-	98,958
European Economic Community	-	578,813	-	578,813	-
Total	413,799	3,244,973	205,583	2,044,510.55	1,408,678.45

1/ Figures have been brought in line with the Report of the Contracting Parties (Annex V of document UNEP/IG.49/5). Figures, in brackets therefore, represent advance payments. Total cumulative collections as at 31 December 1985 US\$ 16,006,562. Total collections during 1985 as at 31 December 1985 US\$ 3,568,996.

Total collections during 1986 as at 31 December 1986 US\$ 2,250,093.55
Total cumulative collections as at 31 December 1986 US\$ 18,256,655.55.